

Rentrée sociale 2020-2021

Enjeux politiques et budgétaires

SOMMAIRE

Édito	V
Synthèse des prévisions	VII

LES ENJEUX POLITIQUES DE LA RENTRÉE 2020-2021

	Pages
Chapitre 1 – Économie des politiques sociales	
Épidémie mondiale, crise globale	3
I. Les sociétés mondiales ébranlées par la crise	3
II. Après un confinement strict, l'économie française durement impactée	5
III. Une situation sanitaire révélatrice des crises qui traversent le pays	6
IV. Maintenir le pays à flot « quoi qu'il en coûte »	7
V. Les collectivités territoriales, vers plus de moyens pour plus d'autonomie ?	10
VI. Le retour à l'équilibre de la Sécurité sociale a volé en éclats	10
VII. La branche maladie et l'Ondam	12
VIII. La branche vieillesse	12
IX. La branche famille	13
X. L'Assurance chômage	13
Chapitre 2 - Prospective	
Vers une société du <i>care</i> : mais avec quelle perspective du « commun » ?	15
I. Ce que révèlent les constats opérés en « première ligne » : des questions de fond au-delà des urgences et de l'actualité immédiate	15
II. Système de protection sociale, démocratie active, société inclusive, développement durable : élargir la focale et réaffirmer l'urgence d'opérer aujourd'hui des choix pour le moyen et long terme	19
III. Cap, scénarios, leviers : agir, au-delà de l'inventaire des possibles	23
Chapitre 3 – Europe et Territoires	
De l'Union européenne aux collectivités locales : des territoires impactés par la crise	29
I. La réponse européenne à la crise sanitaire et sociale	29
II. La prochaine programmation du budget européen	32
III. Des consultations européennes en cours	36
IV. Des territoires en tension	37
Chapitre 4 – Vie associative et ESS	
Les associations et organisations de l'ESS, engagées dans la crise	41
I. Vie associative	41
II. ESS	52

Chapitre 5 - Emploi, RH et travail social	
Faire levier par les politiques associatives	55
I. Zoom sur l'emploi en France	55
II. La RH associative, pour un emploi de qualité	61
III. Crise sanitaire : le travail social sur le devant de la scène	66
IV. Face à l'urgence, la force de l'éthique	68
Chapitre 6 – Régulation et tarification des ESSMS	
Crise Covid-19 : un impact sans précédent sur la gestion des ESSMS	69
I. Une crise sanitaire qui a impacté fortement le fonctionnement et le financement des établissements et services sociaux, médico-sociaux et sanitaires	69
II. Régulation et tarification : des travaux au ralenti qui reportent toutes les attentes pour 2021	76
Chapitre 7 – Santé	
Une pandémie mondiale, accélératrice de la transformation de notre système de santé ?	83
I. Des mesures de l'automne 2019... à la crise sanitaire actuelle	83
II. L'ensemble des acteurs du système de santé, pleinement mobilisés pendant la crise sanitaire	85
III. Des mesures issues des conclusions du Ségur de la Santé qui restent à concrétiser	87
IV. Les chantiers à suivre à la rentrée	92
Chapitre 8 – Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	
Les plus précaires, percutés de plein fouet par la crise sanitaire	99
I. Une gestion de la crise sanitaire qui révèle les difficultés du secteur social et de la lutte contre l'exclusion depuis le début du quinquennat	99
II. Des politiques inquiétantes en matière de lutte contre la pauvreté, avec des effets en demi-teinte depuis le début du quinquennat	101
III. Des politiques de lutte contre la pauvreté qui doivent être repensées suite à la crise sanitaire, véritable révélateur et accélérateur des inégalités sociales	104
IV. Hébergement-Logement : entre bilan de la crise, préparation à une éventuelle seconde vague, inquiétude face à la crise économique et sociale et reprise des dossiers sur fond de logement d'abord	107
V. Une dégradation des conditions d'accueil et de vie des migrants	113
Chapitre 9 – Enfances, Familles, Jeunes	
Construire un politique « durable » de l'enfance, à la hauteur des enjeux	117
I. La crise sanitaire, une crise pour les droits de l'enfant ?	117
II. Les services aux familles en première ligne	121
III. Une protection continue de l'enfance et de la jeunesse... dans l'angle mort des politiques publiques	124
Chapitre 10 – Politiques de l'autonomie	
En route vers « la » grande réforme ?	131
I. La transformation de l'offre médico-sociale pour une société plus inclusive : entre interruption et accélération des chantiers	132
II. Un secteur toujours en tension et dans l'attente d'une réforme profonde des politiques de l'autonomie	149

LES ENJEUX BUDGÉTAIRES

Chapitre 11 – Prévisions et réalisations budgétaires 2020-2021 des ESMS	165
I. Quels documents budgétaires, pour quels ESSMS ?	165
II. La campagne budgétaire 2020 : les mesures dérogatoires liées à la crise Covid-19	167
III. Dispositions particulières et points d’attention 2020	169
IV. La transmission de l’EPRD 2021	174
V. La transmission du BP 2021	179
VI. La clôture budgétaire 2020	184
VII. Simplification ou suppression de l’agrément des accords collectifs : marge de manœuvre pour les employeurs et soutien à la qualité des emplois ?	188
Chapitre 12 – Mesures sociales, fiscales et comptables	195
I. Principales mesures sociales	195
II. Principales mesures fiscales	213
III. Principales mesures comptables	223
Chapitre 13 – Prix et salaires	229
I. Conjoncture et prix	229
Le contexte économique	229
Les prix	230
II. Évolutions salariales	233
Dans le secteur privé	233
Le Smic	236
Le Minimum garanti	237
Dans la fonction publique	237
III. Rémunérations applicables dans le secteur sanitaire, social et médico-social	238
Branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (ex-Unifed) – Fehap / FNCLCC / Nexem / CRF	239
Convention collective nationale du 15 mars 1966 – Nexem	243
Convention collective nationale des médecins spécialistes qualifiés au regard du Conseil de l’Ordre travaillant dans les établissements ou services pour personnes inadaptées ou handicapées	245
Accords collectifs applicables dans les CHRS et dans les services d’accueil, d’orientation et d’insertion pour adultes – Nexem	245
Convention collective nationale du 31 octobre 1951 – Fehap	245
Convention collective de la Croix-Rouge française	247
Branche de l’aide à domicile	247
Convention collective Alisfa (Acteurs du lien social et familial, ex Centres sociaux / Petite enfance – SNAECSO) du 4 juin 1983	249
Convention collective du 16 juillet 2003 des foyers de jeunes travailleurs	250
Convention collective de l’animation du 28 juin 1988	251
Convention collective nationale de travail de l’UNISSS du 26 août 1965	252
Rémunérations spécifiques référencées sur le Smic ou la valeur du point	
Fonction publique	252

Chapitre 14 – Charges sociales et fiscales	257
I. La notion de salaire	257
II. Les cotisations de Sécurité sociale	264
III. Les cotisations d’assurance chômage	286
IV. Les cotisations de retraite et de prévoyance	287
V. Taxes et participation	291
Liste des sigles	301
Index	315